

**République populaire de Chine -
Relations bilatérales - Conférence
de presse conjointe de M. Bruno Le
Maire, ministre de l'économie et des
finances, et de son homologue
chinois, M. Ma Kai, à l'issue du
5ème dialogue économique et
financier de haut niveau
France-Chine - Propos de M. Le
Maire**

(Pékin, 02 décembre 2017)

Le vice-Premier ministre Ma Kai et moi-même venons de présider le 5ème dialogue économique et financier entre la France et la Chine. Ce dialogue a été un succès et je m'en félicite. Il s'est tenu dans un moment particulier de notre histoire commune : après le 19ème Congrès du Parti communiste chinois et le discours du président Xi Jinping qui a déclaré souhaiter une croissance qualitative ; et après l'élection du président Emmanuel Macron en mai dernier et la mise en place d'une nouvelle majorité en France qui a pour mandat de transformer l'économie française en profondeur.

Nous voulons faire de ce moment le début d'une nouvelle ère économique et financière dans les relations franco-chinoises. Elle se concrétisera au moment de la visite d'État du président Emmanuel Macron en Chine en début d'année prochaine.

Nous avons d'abord voulu définir le cadre global de ces nouvelles relations économiques et financières entre la France et la Chine :

1) le protectionnisme est une menace pour la stabilité et pour le développement économique : dans le monde, il y a du protectionnisme quand il n'y a pas de commerce équitable et de règles de réciprocité. C'est pourquoi la France insiste pour que le commerce international soit fondé sur des règles, où chacun bénéficie des échanges. C'est dans ce cadre-là que nous voulons poursuivre nos relations.

À ce titre, un point très positif et concret qui a émergé de nos discussions ce matin est la reconnaissance par la Chine que les subventions publiques peuvent engendrer des surcapacités dans le secteur de l'acier. Nous avons réaffirmé notre engagement à travailler ensemble sur ce sujet dans le cadre du G20 sous présidence argentine.

2) Nous avons aussi voulu saluer le projet des nouvelles routes de la soie portées par le président Xi Jinping. Nous souhaitons explorer les façons de travailler concrètement sur ce projet entre nos deux gouvernements. Le déplacement du président Emmanuel Macron sera

l'occasion de préciser ce travail.

3) Des résultats très concrets ont été obtenus dans les intérêts de nos deux pays :

- Sur l'agroalimentaire : nous avons obtenu dans les secteurs du lait infantile, de la viande de porc et de la charcuterie la publication des résultats d'audit que nous attendions et la délivrance d'autorisations d'exportations pour les établissements conformes d'ici la fin de l'année 2017. Nous avons aussi obtenu l'accélération de la procédure permettant la reprise des exportations maintenant que la levée de l'embargo du boeuf est effective.

- Sur l'aéronautique : nous avons confirmé notre détermination à poursuivre la coopération et les discussions commerciales sur les avions Airbus, et je me réjouis que le modèle A380, particulièrement adapté au marché chinois, figure maintenant dans le cadre de cette coopération.

- Sur le nucléaire : nous avons réitéré notre volonté de faire aboutir prochainement les négociations sur l'usine de retraitement réalisées par Areva. Le gouvernement chinois nous a fait part d'un certain nombre d'attentes. Nous allons faire le nécessaire pour y répondre. La visite prochaine du président de la République sera une étape clé dans ce sens.

- Dans le secteur financier : je veux réitérer ma détermination que la France devienne une grande place financière. Nous avons pris des mesures fiscales dans ce sens. Obtenir il y a quelques jours que l'Autorité bancaire européenne s'établirait en France est aussi un signal fort de notre attractivité. Nous avons adopté un plan d'action financier conjoint aujourd'hui - une étape supplémentaire positive.

- Sur les licences bancaires : La Chine a accepté d'encourager l'octroi des demandes de licences pour que nos banques puissent participer et même conduire des émissions d'obligations chinoises. La Chine a rappelé qu'elle voulait ouvrir plus largement le courtage de titres : c'est un point positif pour nos banques puisque désormais nos banques pourront être majoritaires dans des sociétés de courtage.

- Sur la finance verte : nous partageons la même ambition de mettre la finance au service de la lutte contre le réchauffement climatique. La France et la Chine sont les deux premiers émetteurs au monde d'obligations vertes et nous nous sommes engagés à approfondir encore notre coopération dans le domaine de la finance verte. Nous irons encore plus loin lors du One Planet Summit du 12 décembre à Paris, et la veille lors du Climate Finance Day qui aura lieu à Bercy.

Pour conclure, je me réjouis que nous ayons pu adopter une déclaration conjointe substantielle. Elle représente de véritables avancées concrètes. Elle a d'autant plus de sens qu'elle s'inscrit dans un cadre de relations commerciales que nous avons précisé avec le vice-Premier ministre Ma Kai et qui sera précisé davantage lors de la visite du président de la République.

J'aimerais remercier le gouvernement chinois pour la qualité de son accueil. Nos deux pays sont deux pays de culture, avec un passé ancien et profond, et démarrer cette nouvelle ère de nos relations sous les auspices de la Cité Interdite a été pour moi et la délégation française une marque d'honneur à laquelle nous avons été particulièrement sensibles./.

(Source : site Internet du ministère de l'économie et des finances)